

Unité départementale de la Moselle
4 rue François de Guise - CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 8 juin 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/04/2022

Contexte et constats

Publié sur



CORA

Avenue de l'Europe
BP 90088
57600 Forbach

Références : FORBACH_CORA_2022-06-07_RAPVI_JPBH_31514

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/04/2022 dans l'établissement CORA implanté Avenue de l'Europe BP 90088 57600 FORBACH. L'inspection a été annoncée le 12/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite de l'installation a été effectuée suite à l'action collective station-service 2.1.3 (action nationale).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CORA
- Avenue de l'Europe BP 90088 57600 Forbach
- Code AIOT dans GUN : 0006201262
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Par arrêté préfectoral n° 2002-AG/2-285 du 15 octobre 2002, la société CORA a été autorisée à exploiter une station de distribution de carburant (rubriques 1434-1-a) et 1432-2-b)). Par évolution de la réglementation, l'installation est actuellement soumise au régime de la déclaration avec contrôle périodique pour les rubriques 1435-2 et 4734-1c.

La station-service distribue du gasoil, du superéthanol E85, du supercarburant SP95 et du supercarburant SP95-E10.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative ;
- prévention des risques incendie ;
- prévention des risques de pollution des sols et des eaux souterraines ;
- récupération des vapeurs.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Contrôle périodique régime DC	Code de l'environnement du 14/07/2010, article L.512-11 (partiel)	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Situation administrative	Code de l'environnement du 01/01/2016, article R.512-47 (partiel)	/	Sans objet
Alarme optique ou sonore	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.2 (partiel)	/	Sans objet
Rapports d'entretien annuels des moyens de lutttes incendie	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.2 (partiel)	/	Sans objet
Aire de dépotage et de distribution	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 5.10 (partiel)	/	Sans objet
Aire de dépotage et de distribution	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 5.10 (partiel)	/	Sans objet
Unité de récupération des vapeurs au ravitaillement	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 6.1.2.1 (partiel)	/	Sans objet
Unité de récupération des vapeurs au ravitaillement	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 6.1.2.2 (partiel) et 6.1.2.6.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le rapport établi consécutivement à cette visite laisse apparaître des écarts susceptibles de faire l'objet d'une mise en demeure : absence du rapport de contrôle périodique des rubriques 1435 et 4734 (ou autre justificatif), attestant de la levée des non-conformités majeures et autres non-conformités décelées lors du contrôle du 5 juillet 2021.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2016, article R.512-47 (partiel)
Thème(s) : Actions nationales 2022, Situation administrative
Prescription contrôlée : I. - La déclaration relative à une installation est adressée, avant la mise en service de l'installation, au préfet du département dans lequel celle-ci doit être implantée. [...]
Constats : L'installation dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation n° 2002-AG/2-285 du 15 octobre 2002, dont le tableau des nomenclatures ICPE inclut les rubriques 1434-1-a) et 1432-2-b). Par évolution de la réglementation, les rubriques 1434 et 1432 ont été remplacée par les rubriques 1435 et 4734, dans le cadre des activités autorisées du site. L'exploitant a indiqué une distribution de 4 618 527 l (soit environ 4 618 m ³) de carburant (tous carburants confondus) en 2021, inférieure à 20 000 m ³ , seuil de l'enregistrement au titre de la rubrique 1435, et reste donc soumis à déclaration avec contrôle périodique. La station service ne distribue pas de GPL, donc n'est pas soumise aux rubriques 1414 ou 4718 pour le GPL. L'ensemble des cuves de stockage des carburants est de 180 000 l (soit 180 m ³). Plus précisément, le site dispose de deux citernes de gasoil (60 m ³ et 40 m ³), d'une citerne de SP95 de 40 m ³ , d'une citerne de E85 de 20 m ³ , et d'une citerne de SP95-E10 de 20 m ³ . Au total, la station-service stocke 80 m ³ d'essence. Le site est donc bien soumis à la rubrique 4734.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Contrôle périodique régime DC

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/07/2010, article L.512-11 (partiel)
Thème(s) : Actions nationales 2022, Contrôle périodique
Prescription contrôlée : Certaines catégories d'installations relevant de la présente section, définies par décret en Conseil d'Etat en fonction des risques qu'elles présentent, peuvent être soumises à des contrôles périodiques permettant à l'exploitant de s'assurer que ses installations fonctionnent dans les conditions requises par la réglementation. Ces contrôles sont effectués aux frais de l'exploitant par des organismes agréés. [...]
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection le rapport du contrôle périodique relatif au régime DC des rubriques ICPE 1435 et 4734, contrôle réalisé le 5 juillet 2021. Il est apparu 7 non-conformités majeures soumises au contrôle périodique, 6 autres non-conformités soumises au contrôle périodique et 14 autres non-conformités non soumises au contrôle périodique. Par courriel du 20 mai 2022, l'exploitant a transmis un bon de commande n°CDE-088516 du 28 avril 2022 pour un nouveau contrôle périodique. L'inspection demande que l'exploitant transmette le rapport du nouveau contrôle dès réception.
Observations : Si le nouveau rapport révèle la persistance de non-conformités majeures, une mise en demeure pourra être envisagée.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Alarme optique ou sonore

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.2 (partiel)
Thème(s) : Actions nationales 2022, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : D'une façon générale, l'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et au moins protégée comme suit : [...] - sur chaque îlot de distribution, d'un système manuel commandant en cas d'incident une alarme optique ou sonore ; [...] - pour chaque îlot de distribution, d'un extincteur homologué 233 B. [...] - pour l'aire de distribution des stations-service et à proximité des bouches d'emplissage de réservoirs des stations délivrant des liquides inflammables, d'une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, des moyens nécessaires à sa mise en œuvre ; la réserve de produit absorbant est protégée par couvercle ou par tout dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries ; [...]
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté que chaque îlot de distribution est équipé d'un système manuel commandant en cas d'incident une alarme sonore, et d'un extincteur 233 B, tous les extincteurs ayant été vérifiés le 18 novembre 2021. Il a également été constaté la présence d'une réserve de 100 l de produit absorbant avec les moyens de sa mise en œuvre et à l'abri des intempéries.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rapports d'entretien annuels des moyens de luttés incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.2 (partiel)
Thème(s) : Actions nationales 2022, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : [...] Conformément aux référentiels en vigueur et au moins une fois par an, tous les dispositifs sont entretenus par un technicien compétent et leur bon fonctionnement vérifié. Les rapports d'entretien et de vérification sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection les rapports d'entretien et de vérification du 18 novembre 2021 des extincteurs 233 B, du système d'extinction automatique fixe des aires de distribution ainsi que du système d'alarme incendie.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Aire de dépotage et de distribution

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 5.10 (partiel)
Thème(s) : Actions nationales 2022, étanchéité du sol
Prescription contrôlée : [...] Les aires de dépotage et de distribution de liquides inflammables sont étanches aux produits susceptibles d'y être répandus et conçues de manière à permettre le drainage de ceux-ci. [...]
Constats : Quelques rares fissures sont constatées sur le sol. L'exploitant indique qu'un plan national de réfection des stations-service du groupe commercial existe mais durera plusieurs années. Les fissures étant peu nombreuses, l'inspection propose de contrôler lors d'une prochaine visite de la conformité de la prescription.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Aire de dépotage et de distribution

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 5.10 (partiel)
Thème(s) : Actions nationales 2022, Présence d'un séparateur d'hydrocarbures
Prescription contrôlée : [...] Les liquides ainsi collectés sont traités au moyen d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation automatique. Le séparateur-décanteur est conforme à la norme en vigueur au moment de son installation. Le décanteur-séparateur est nettoyé par une entité habilitée aussi souvent que cela est nécessaire, et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues ainsi qu'en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. L'entité habilitée fournit la preuve de la destruction ou du retraitement des déchets rejetés. Les fiches de suivi de nettoyage du séparateur-décanteur d'hydrocarbures ainsi que l'attestation de conformité à la norme en vigueur sont tenues à disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques. [...]
Constats : L'inspection a constaté la présence du décanteur-déshuileur. L'exploitant a présenté les rapports de maintenance du séparateur d'hydrocarbures réalisé le 27 avril 2021, ainsi que le bordereau de suivi. Puisque la limite d'une année était quasiment atteinte, l'inspection a demandé de lui fournir les documents du prochain nettoyage prévu le 4 mai 2022. Une copie du courriel concluant la commande du prochain nettoyage du décanteur-déshuileur a été transmis à la DREAL via la préfecture le 29 avril 2022. Par mail du 12 mai, l'exploitant a transmis à l'inspection le bordereau de suivi de déchets dangereux correspondant.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Unité de récupération des vapeurs au ravitaillement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 6.1.2.1 (partiel)
Thème(s) : Actions nationales 2022, Distribution de carburant
Prescription contrôlée : [...] Les systèmes de récupération des vapeurs de carburant sont constitués de quatre types d'équipements : [...] - un organe déprimogène permettant d'assister l'aspiration des vapeurs du réservoir du véhicule pour les transférer vers le réservoir de la station-service ; [...]
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté que les pistolets de distributions sont équipés d'un organe déprimogène. L'exploitant a également ouvert un des postes de distribution, et l'inspection a pu vérifier la présence des pompes à vide.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Unité de récupération des vapeurs au ravitaillement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 6.1.2.2 (partiel) et 6.1.2.6.
Thème(s) : Actions nationales 2022, Distribution de carburant
Prescription contrôlée : Article 6.1.2.2 (partiel) : [...] Le signal de mauvais fonctionnement du système de récupération des vapeurs entraîne l'arrêt de la distribution de carburant dès lors que la réparation n'est pas réalisée sous 72 heures. [...] Article 6.1.2.6 : L'exploitant s'assure du bon fonctionnement de son installation et fait réaliser avant la mise en service du système de récupération de vapeurs, après toute réparation du système et ensuite au moins une fois tous les six mois, pour les installations ne disposant pas d'un système de régulation électronique en boucle fermée et tous les trois ans pour les installations disposant d'un système de régulation électronique en boucle fermée, un contrôle sur site par un organisme compétent et indépendant, conformément aux dispositions de l'annexe III « du présent arrêté jusqu'au 20 août 2016 inclus puis à la norme NF EN 16321-2 version de novembre 2013 à compter du 21 août 2016 ». Les résultats de ces mesures sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques pendant un délai d'au moins six ans. Objet du contrôle : présentation du dernier certificat de contrôle de l'installation (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection un certificat de contrôle de l'installation daté du 18 mars 2004. L'inspection jugeant ce contrôle trop ancien a demandé à l'exploitant de lui transmettre un contrôle récent. Par courriel du 11 mai 2022, l'exploitant a communiqué un contrôle daté du 29 août 2019 (moins de 3 ans puisque le système est en régulation électronique en boucle fermée). L'installation est conforme.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet